

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 10 (1918)
Heft: 8

Rubrik: À nos lecteurs

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ville ou leur région prennent en exemple les 13 secrétariats existant, ils en trouveront la possibilité et ils obtiendront ainsi un excellent moyen pour faire progresser le mouvement ouvrier.



A nos lecteurs

La pénurie du papier nous oblige à faire paraître le présent numéro en quatre pages. Plusieurs articles doivent par conséquent être renvoyés, notamment un compte rendu des congrès de Bienne et de Lausanne. Les prochains numéros seront de nouveaux édités en huit pages.

La rédaction.



Dans les fédérations syndicales

Ouvriers sur bois. — La grève des ébénistes de Lausanne, après une durée de six semaines, s'est terminée le 18 juillet par une victoire complète. Les patrons ont accepté entièrement les revendications, et le travail a été repris aux nouvelles conditions suivantes :

Durée de travail 52½ heures par semaine, soit journée de neuf heures et demie pour les premiers cinq jours de la semaine et les samedis fermeture à midi. Augmentation générale de salaire, 25 centimes par heure. Minimum de salaire pour ébénistes, 1 fr. 30 par heure ; pour jeunes ouvriers sortant d'apprentissage, 95 centimes. Au plus tard, jusqu'au 15 septembre 1918, un contrat-tarif devra être élaboré réglant les autres conditions de travail.

Le mouvement des ouvriers sur bois de Bâle s'est terminé après cinq semaines et quatre jours de grève par un jugement du tribunal arbitral, dont l'intervention avait d'abord été refusée par les ouvriers et acceptée par les patrons. La durée du travail est maintenant jusqu'au 31 août de 52½ heures par semaine. Dès le 1^{er} septembre, les ouvriers sur bois, ainsi que les charpentiers — ces deux groupements bien qu'appartenant à des fédérations distinctes ont fait ce mouvement en commun — obtiennent la journée de neuf heures et le samedi après-midi libre, soit la semaine de 50 heures. Le salaire moyen à l'heure s'est élevé immédiatement à fr. 1.23, dès le 1^{er} septembre à fr. 1.30 et dès le 1^{er} octobre à fr. 1.38. Avant le 1^{er} octobre 1918, un tribunal arbitral devra être réuni pour établir une convention valable jusqu'au 23 février 1921, dans laquelle seront comprises les augmentations ainsi que la durée du travail obtenues. Une clause de ce contrat devra prévoir que les salaires pourront être révisés tous les six mois.

Ouvriers sur cuir. — Un contrat de travail vient d'être arrêté à Davos, il fixe la durée du travail hebdomadaire à 54 heures. Les heures supplémentaires payées avec une majoration de 25 % et le travail de nuit de 50 %. Le salaire minimum est de 55 fr. par semaine ; 45 fr. pour ouvriers sortant d'apprentissage. Le contrat est valable jusqu'au 15 juin 1919.

Ouvriers du bâtiment. — Après 15 jours de grève à la maison Hunziger à Brugg, le travail fut repris. Dès le 1^{er} août, les ouvriers bénéficieront d'une augmentation de 10 centimes de l'heure ; malheureusement deux collèges ne sont pas réengagés.

A Locarno, les ouvriers obtinrent satisfaction après huit semaines de grève. Les maçons doivent recevoir en moyenne 90 ct. et les manœuvres 75 ct., ce qui correspond à une augmentation du prix de l'heure de 20 ct.

A Zoug la grève continue, les patrons ayant refusé la proposition de l'office de conciliation, qui fixait le salaire à l'heure pour maçons à fr. 1.16 et celui des manœuvres à 95 ct.

Ouvriers des communes et des Etats. — La grève dans les salines de Schweizerhalle et de Ryburg s'est terminée par un succès pour les ouvriers. Les salaires sont élevés d'un franc par jour pour tous les ouvriers. La fédération est dorénavant reconnue par le Conseil d'administration de l'entreprise.

A Winterthour tous les ouvriers de ville se mirent en grève pour protester contre le renvoi de la mise en vigueur de la nouvelle échelle de traitement. Ils demandaient en même temps une augmentation des allocations de renchérissement. Dans une séance extraordinaire, le Conseil de la ville vota une augmentation des allocations de 50 fr. pour les mois de mai et de juin. La journée de neuf heures est introduite dès le 1^{er} juillet. Aucune mesure de représaille ne doit être prise ; par contre, le Conseil exprima ses regrets que les ouvriers aient cru devoir recourir à la grève pour faire valoir leurs revendications.

A Bâle, une grève des employés de tramways fut évitée, la journée de 8¼ heures leur ayant été accordée au lieu de celle de huit heures qu'ils réclamaient.

A Bienne, les ouvriers de la ville firent également grève durant un jour parce qu'ils n'obtenaient aucune nouvelle relative aux augmentations de salaire réclamées. Le Conseil de ville, convoqué d'urgence, vota les propositions du Conseil municipal. Comme elles donnaient satisfaction aux ouvriers, le travail reprit aussitôt.

Typographes. — Après de longs pourparlers qui souvent semblaient près d'être rompus et suivis par la grève de tous les typos du pays, une entente est intervenue :

Les allocations du mois de juillet sont encore payées d'après l'ancien taux.

Dès le 1^{er} août, les allocations seront hebdomadaires, sans limite de gain ; elles comprennent par paye :

Classification des régions	Mariés	Célibataires
A (Aarbourg, Altnau, etc.)	11	8
B (Belp, Brig, etc.)	12	9
C (Bâle, Bienne, etc.)	13	10
D (Berne, Zurich, etc.)	14	11

Dès le 1^{er} septembre jusqu'à fin janvier 1919, les allocations seront comme suit :

Région	Mariés	Célibataires
A	14	11
» B	15	12
» C	16	13
» D	17	14

Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers. — Le mouvement entrepris simultanément dans les trois régions horlogères, Neuchâtel, Berne et Soleure, est terminé ; les ouvriers obtiennent, outre la semaine anglaise sans diminution de salaire, une augmentation de l'allocation mensuelle de fr. 12.50.

Six semaines avant la fin de la semaine anglaise, les délégués ouvriers et patronaux se réuniront pour arrêter l'horaire d'hiver, dans le sens d'une diminution de la durée du travail. La revision générale des tarifs aux pièces y sera également discutée ; elle doit comprendre la transformation des allocations de renchérissement, plus une augmentation de salaire.

C'est la première fois que dans l'industrie horlogère les ouvriers posent au même moment des revendications à l'ensemble des industriels.

Le rapport annuel de la Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers pour 1917 accuse une recette de 1,386,560 fr., dont 1,267,277 fr. produit des cotisations. 41,900 fr. subvention à la caisse de maladie et 35,530 fr. produit des intérêts. Les dépenses se chiffrent par 1,088,721 fr., dont 471,731 fr. pour indemnités de maladie. Les secours de grève se sont élevés à 226,930 fr. et les frais d'administration à 111,899 fr. L'excédent des recettes atteint pour cet exercice la somme de 297,937 fr.